



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'intérieur

Direction générale
des collectivités locales
Sous-direction des finances locales
et de l'action économique
Bureau des concours financiers de l'Etat
N°Elise : 17-012480-D

NOTE D'INFORMATION du 12 mai 2017

relative à la répartition de la dotation nationale de péréquation (DNP) pour l'exercice 2017

NOR : INTB1714349C

REF :

- *Article L.2334-14-1 du CGCT* : modalités de calcul de la DNP.
- *Article L.2334-13 du CGCT* : détermination de la quote-part Outre-mer et garantie de non-baisse du montant mis en répartition au titre de la DNP.
- *Article L.2113-22 du CGCT* : garanties attribuées aux communes nouvelles au titre de la DNP.
- *Article 138 de la loi de finances pour 2017* : évolution du montant mis en répartition au titre de la DNP pour 2017 (stabilisation du montant par rapport à 2016).

P.J :

5 annexes :

- Annexe 1 : fiche technique relative aux codes DNP (p 15)
- Annexe 2 : calcul des potentiels fiscal et financier 2017 (p 17-29)
- Annexe 3 : calcul de l'effort fiscal 2017 (p 30-33)
- Annexe 4 : calcul des « produits post-TP » utilisés pour la part majoration (p 34-37)
- Annexe 5 : potentiel fiscal, financier, PPTP et effort fiscal par strate en 2017 (p 38)



La présente note a pour objet de préciser les conditions d'éligibilité et les modalités de répartition de la dotation nationale de péréquation (DNP) pour 2017. Les fiches de notification vous sont adressées par l'intranet COLBERT-départemental.

La DNP comprend deux parts : une part dite « principale », qui vise à corriger les insuffisances de potentiel financier, et une part dite « majoration », plus spécifiquement destinée à la réduction des écarts de potentiel fiscal calculé par seule référence aux nouveaux produits fiscaux se substituant à la taxe professionnelle.

Seules les communes de métropole peuvent bénéficier d'une attribution au titre de la dotation nationale de péréquation.

La loi de finances pour 2017 ne prévoit pas de modifications des modalités de calcul de la DNP répartie au titre de l'année 2017.

Le ministre de l'intérieur à Mesdames et Messieurs les préfets de métropole.

I - Détermination de la masse à répartir

L'article L.2334-14-1 du CGCT prévoit que la DNP « est répartie entre les communes dans les conditions précisées aux III, IV, V et VI, après prélèvement des sommes nécessaires à la quote-part destinée aux communes des départements d'outre-mer, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, des circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna et de la collectivité départementale de Mayotte. Cette quote-part est calculée en appliquant au montant de la dotation nationale de péréquation le ratio démographique mentionné au quatrième alinéa de l'article L. 2334-13. ».

Ainsi, les crédits alloués à la DNP (métropole et outre-mer) s'élèvent en 2017 à **794 059 417 €**, comme en 2016. La somme effectivement mise en répartition entre les communes de métropole s'élève à **751 055 273 €** (contre 751 686 970 € en 2016), après prélèvement de la quote-part réservée aux communes des départements et collectivités d'outre-mer (43 004 144 €).

Cette masse à répartir en métropole se ventile de la manière suivante entre les deux parts de la DNP :

- le montant de la **part principale** s'élève en 2017 à **578 586 846 €** (contre 579 073 483 € en 2016);
- celui de la **majoration** à **172 468 427 €** (contre 172 613 487 € en 2016).

II - Répartition de la part principale de la DNP

L'article L. 2334-14-1 du CGCT prévoit que :

« III. - Bénéficiaire de la part principale de la dotation les communes de métropole qui remplissent les deux conditions suivantes :

1° Le potentiel financier par habitant est inférieur au potentiel financier moyen par habitant majoré de 5 % de l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique.

2° L'effort fiscal est supérieur à l'effort fiscal moyen des communes appartenant au même groupe démographique.

Par dérogation aux premier à troisième alinéas, il n'est pas tenu compte de la seconde condition pour les communes dont le taux d'imposition à la cotisation foncière des entreprises est égal au plafond prévu aux IV et V de l'article 1636 B septies du code général des impôts. Par dérogation aux dispositions précédentes, les communes de 10 000 habitants au moins dont le potentiel financier est inférieur de 15 % au potentiel financier moyen par habitant de l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique et dont l'effort fiscal est supérieur à 85 % de l'effort fiscal moyen des communes appartenant au même groupe démographique bénéficient de la dotation dans les conditions prévues au IV.

Les communes qui remplissent la première condition mais pas la seconde, sans que leur effort fiscal soit inférieur à 85 % de l'effort fiscal moyen des communes appartenant au même groupe démographique, bénéficient d'une attribution dans les conditions définies au IV. »

Des codes ont été affectés aux différents cas qui peuvent se présenter en matière d'éligibilité à la part principale.

A. Les conditions d'éligibilité

1. Les conditions de droit commun

Sont éligibles :

- Les communes qui satisfont cumulativement aux deux conditions suivantes (**code 1**) :
 - avoir un potentiel financier par habitant inférieur au potentiel financier moyen par habitant, majoré de 5% de l'ensemble des communes appartenant à la même strate démographique ;
 - avoir un effort fiscal supérieur à la moyenne de la strate démographique correspondante.
- Les communes de plus de 10 000 habitants qui répondent également aux deux conditions suivantes (**code 6**) :
 - avoir un potentiel financier par habitant inférieur à 85% du potentiel financier moyen par habitant de la strate démographique correspondante;
 - avoir un effort fiscal supérieur à 85 % de la moyenne de la strate démographique correspondante.

2. Les conditions dérogatoires

Sont également éligibles les communes répondant à l'une des conditions suivantes :

- avoir un potentiel financier par habitant inférieur au potentiel financier moyen par habitant, majoré de 5% de l'ensemble des communes appartenant à la même strate démographique **ET** un taux de cotisation foncière des entreprises égal en 2016 au taux plafond à savoir **52,26** %. Ces communes bénéficient d'une attribution à taux plein (**code 3**) ;
- avoir un potentiel financier par habitant inférieur au potentiel financier moyen par habitant, majoré de 5% de l'ensemble des communes appartenant à la même strate démographique **ET** un effort fiscal compris entre l'effort fiscal moyen des communes de la même strate démographique et 85 % de cet effort fiscal moyen. Ainsi, l'assouplissement des conditions de droit commun ne concerne que la condition liée à l'effort fiscal. La condition relative au potentiel financier reste impérative. Dans cette seconde hypothèse dérogatoire (**code 2**), les communes éligibles à titre dérogatoire perçoivent une attribution réduite de moitié. On notera au passage que, dans l'hypothèse où cet abattement induirait une diminution supérieure à 10 % du montant perçu en 2016 par les communes concernées, un total de 90 % du montant perçu en 2016 leur serait cependant garanti.

Le potentiel financier par habitant 2017 ainsi que l'effort fiscal 2017 de la commune sont indiqués dans la fiche individuelle DGF 2017 de la commune. Le potentiel financier moyen par habitant de la strate démographique et l'effort fiscal moyen de la strate démographique sont transmis en annexe.

B. La répartition des ressources entre les strates

Les ressources de la part principale de la DNP font l'objet d'une répartition entre, d'une part, les communes de 200 000 habitants et plus et, d'autre part, celles de moins de 200 000 habitants.

1. Enveloppe pour les communes de 200 000 habitants et plus

L'article L.2334-14-1 du CGCT prévoit que « le montant total des attributions revenant en métropole aux communes éligibles comptant 200 000 habitants et plus est égal au produit de leur population par le montant moyen de l'attribution par habitant perçue l'année précédente par ces communes. ».

Enveloppe part principale communes 200 000 habitants et plus =

$$\text{DNP (part principale) moyenne par habitant}_{2016} \text{ des communes de 200 000 habitants et plus} \times \sum \text{Population DGF}_{2017} \text{ des communes de 200 000 habitants et plus éligibles à la part principale en 2017}$$

Le montant moyen de l'attribution par habitant perçue en 2016 par les communes de 200 000 habitants et plus (hors garanties de sortie) était de 11,080775 €. La population DGF 2017 des communes éligibles de 200 000 habitants et plus est égale à 3 856 763 habitants. L'enveloppe dédiée aux communes de 200 000 habitants et plus au titre de la part principale de la DNP s'élève à **42 735 923 €** en 2017.

2. Enveloppe pour les communes de moins de 200 000 habitants

L'enveloppe dédiée aux communes de moins de 200 000 habitants au titre de la part principale de la DNP est calculée en déduisant du montant total à répartir de la part principale (**578 586 846 €**) :

- l'enveloppe calculée pour la part principale des communes de 200 000 habitants et plus (**42 735 923 €**)
- les attributions des communes « *qui ne disposent d'aucune ressource au titre des quatre taxes directes locales* » (**105 709 €**, le détail des modalités de calcul pour ces communes est précisé ci-dessous)
- les garanties de sortie des communes devenues inéligibles à la part principale en 2017 (**2 066 543 €**, le détail des modalités de calcul pour ces communes est précisé ci-dessous)

L'enveloppe dédiée aux communes de moins de 200 000 habitants au titre de la part principale de la DNP s'élève à **533 678 671 €** en 2017.

C. La répartition entre les communes

1. Garanties de sortie pour les communes devenues inéligibles à la part principale en 2017

Une garantie est versée aux communes éligibles en 2016 qui ne remplissent plus les conditions d'éligibilité à la part principale en 2017. Ces communes reçoivent, à titre de garantie (non renouvelable) pour 2017, une attribution égale à **50 % de l'attribution versée au titre de leur**

éligibilité à la part principale de 2016 (ce montant n-1 s'entend hors montant de DNP perçu en 2016 au titre de la garantie de sortie).

Ces communes se sont vues codées « 4 ».

Garantie de sortie (code 4) 2017 = 50 % x attribution part principale 2016 (hors garanties de sortie 2016)

Les communes nouvelles, remplissant les conditions pour bénéficier des dispositions spéciales « communes nouvelles » prévues à l'article L. 2113-22 du CGCT, ne sont pas concernées par cette garantie de sortie car elles bénéficient d'une garantie de non-baisse de leur attribution perçue par les anciennes communes l'année précédant la création de la commune nouvelle (cf. partie : « l'attribution des communes nouvelles »). Ces communes nouvelles ont été codées « 8 ».

Comme pour la part principale et la part majoration, et ce conformément au VII de l'article L. 2334-14-1 du CGCT, aucune attribution au titre de la garantie de sortie inférieure ou égale à 300 € n'est versée.

2. L'attribution au titre de la part principale des communes éligibles en 2017

L'article L. 2334-14-1 du CGCT prévoit que : « *L'attribution par habitant revenant à chaque commune de métropole éligible est déterminée en proportion de l'écart relatif entre le potentiel financier moyen par habitant de l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique et le potentiel financier par habitant de la commune.* »

Toutefois, les communes éligibles à la part principale de la dotation en application du cinquième alinéa du III bénéficient d'une attribution réduite de moitié [...]

A compter de 2012, l'attribution au titre de la part principale ou de la part majoration de la dotation nationale de péréquation revenant à une commune éligible ne peut être ni inférieure à 90 %, ni supérieure à 120 % du montant perçu l'année précédente. »

- **L'attribution des communes éligibles à la DNP en 2017 selon les conditions de droit commun (codes 1 et 6) et la condition dérogatoire en cas de plafonnement de la CFE (code 3)**

- Pour les communes de moins de 200 000 habitants :

$$\text{Part principale DNP} = \left(\frac{1,05 \times \overline{\text{PFi}} - \text{PFi}}{\overline{\text{PFi}}} \right) \times \text{Pop} \times \text{VP1}$$

- Pour les communes de 200 000 habitants et plus :

$$\text{Part principale DNP} = \left(\frac{1,05 \times \overline{\text{PFI}} - \text{PFI}}{\overline{\text{PFI}}} \right) \times \text{Pop} \times \text{VP2}$$

Avec :

$\overline{\text{PFI}}$	Potentiel financier moyen par habitant 2017 du groupe démographique auquel appartient la commune (figurant sur les fiches DGF 2017 et en annexe)
PFI	Potentiel financier par habitant 2017 de la commune (figurant sur les fiches DGF 2017)
Pop	Population DGF 2017 de la commune
VP1	Valeur de point, soit 67,68664446 € pour les communes de moins de 200 000 habitants
VP2	Valeur de point, soit 38,99509631 € pour les communes de plus de 200 000 habitants

- **L'attribution des communes éligibles à la DNP en 2017 en cas d'effort fiscal compris entre 85 % et 100 % de l'effort fiscal moyen des communes du même groupe démographique (code 2)**

- Pour les communes de moins de 200 000 habitants :

$$\text{Part principale DNP} = \left(\frac{1,05 \times \overline{\text{PFI}} - \text{PFI}}{\overline{\text{PFI}}} \right) \times \text{Pop} \times \text{VP1} \times \frac{1}{2}$$

- Pour les communes de 200 000 habitants et plus :

$$\text{Part principale DNP} = \left(\frac{1,05 \times \overline{\text{PFI}} - \text{PFI}}{\overline{\text{PFI}}} \right) \times \text{Pop} \times \text{VP2} \times \frac{1}{2}$$

Avec :

$\overline{\text{PFI}}$	Potentiel financier moyen par habitant 2017 du groupe démographique auquel appartient la commune (figurant sur les fiches DGF 2017 et en annexe)
PFI	Potentiel financier par habitant 2017 de la commune (figurant sur les fiches DGF 2017)
Pop	Population DGF 2017 de la commune
VP1	Valeur de point, soit 67,68664446 € pour les communes de moins de 200 000 habitants
VP2	Valeur de point, soit 38,99509631 € pour les communes de plus de 200 000 habitants

A l'issue de ce calcul, les communes éligibles, dont l'attribution 2017 est inférieure de plus de 10 % à celle de 2016, bénéficient d'une garantie égale à 90 % du montant perçu en 2016 au titre de la part principale. Cette garantie est prélevée sur la masse à répartir.

De façon symétrique, les communes éligibles, dont l'attribution 2017 est supérieure de plus de 20% à celle de 2016, perçoivent une attribution égale à 120 % du montant perçu en 2016 au titre de la part principale.

- **L'attribution des communes « qui ne disposent d'aucune ressource au titre des quatre taxes directes locales »**

L'article 2334-14-1 du CGCT prévoit que *« lorsqu'une commune ne dispose d'aucune ressource au titre des quatre taxes directes locales, l'attribution par habitant revenant à la commune est égale à huit fois l'attribution moyenne nationale par habitant. Cette attribution est portée à douze fois l'attribution nationale moyenne par habitant lorsque les communes concernées sont membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. »*

L'attribution moyenne nationale par habitant est égale à **13,154409 €** en 2017.

- **L'attribution des communes nouvelles**

L'article L.2113-22 du CGCT prévoit que :

« Au cours des trois années suivant leur création, les communes nouvelles créées au plus tard le 1er janvier 2016 et regroupant soit une population inférieure ou égale à 10 000 habitants, soit toutes les communes membres d'un ou de plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, perçoivent des attributions au titre des deux parts de la dotation nationale de péréquation [...] au moins égales aux attributions perçues au titre de chacune de ces dotations par les anciennes communes l'année précédant la création de la commune nouvelle. En 2015 et en 2016, les communes nouvelles créées avant le renouvellement général des conseils municipaux de 2014 perçoivent des attributions au titre des deux parts de la dotation nationale de péréquation, de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale et de la dotation de solidarité rurale au moins égales aux attributions perçues au titre de chacune de ces dotations en 2014.

Au cours des trois années suivant le 1er janvier de l'année de leur création, les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris entre le 2 janvier 2016 et le 1er janvier 2017 en application de délibérations concordantes des conseils municipaux regroupant soit des communes dont la population globale est inférieure ou égale à 10 000 habitants, soit toutes les communes membres d'un ou de plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la population globale est inférieure ou égale à 15 000 habitants perçoivent des attributions au titre des deux parts de la dotation nationale de péréquation [...] au moins égales aux attributions perçues au titre de chacune de ces dotations par les anciennes communes l'année précédant la création de la commune nouvelle. »

Ainsi, sont bénéficiaires de ces dispositions :

- les **communes nouvelles créées au 1^{er} janvier 2015** qui remplissent les conditions précitées
- les **communes nouvelles créées au 1^{er} janvier 2016** qui remplissent les conditions précitées
- les **communes nouvelles créées au 1^{er} janvier 2017** qui remplissent les conditions précitées

Selon l'année de création, les communes nouvelles citées précédemment bénéficient en 2017 d'un montant minimum garanti basé sur **les montants perçus en 2014 pour les communes nouvelles créées au 1^{er} janvier 2015, les montants perçus en 2015 pour les communes nouvelles créées au 1^{er} janvier 2016 ou les montants perçus en 2016 pour les communes nouvelles créées au 1^{er} janvier 2017.**

Elles perçoivent donc au titre de la part principale **un montant au moins égal aux montants perçus (garanties comprises) en 2014, 2015 ou 2016 au titre de la part principale, selon leur année de création.**

Ce « montant de référence » correspond à la somme des montants perçus par les communes qui forment la commune nouvelle (part principale finale avec les garanties de sortie).

Si le montant alors attribué à la commune nouvelle est positif, la commune est considérée comme étant « éligible » en 2017 à la part principale, même si elle ne remplit pas les conditions mentionnées au A de la présente section (code 8) : son attribution sera alors au moins égale à celle perçue l'année précédant la création. Si la commune est spontanément éligible en 2017 à la part principale, elle sera alors codée 1, 2, 3 ou 6.

3. Aucun versement inférieur ou égal à 300 €

Conformément au VII de l'article L. 2334-14-1 du CGCT, aucune attribution inférieure ou égale à 300 € n'est versée aux communes.

III - Répartition de la majoration de la DNP

Depuis 2012, le potentiel fiscal taxe professionnelle utilisé les années antérieures dans le calcul de la part majoration, du fait de la suppression de la taxe professionnelle, est remplacé par les « **produits post-TP** » qui comprennent les produits mentionnés au 2° de l'article L.2334-4 du CGCT, c'est-à-dire : le produit des bases de cotisation foncière des entreprises (CFE) par le taux moyen national d'imposition à cette taxe, les produits de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), les produits des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER), les produits de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) et les produits de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB).

Les modalités de calcul de ces « produits post-TP », ainsi que les moyennes par strate, sont détaillées en annexe de la présente note.

A. Les conditions d'éligibilité

Sont éligibles à cette majoration les communes qui satisfont cumulativement aux trois conditions suivantes :

- **être éligible à la part principale** de la dotation nationale de péréquation (même si aucune attribution n'a été versée en raison d'un montant inférieur ou égal à 300 €) ;
- **compter moins de 200 000 habitants** ;
- **avoir un potentiel fiscal relatif aux seuls « produits post-TP par habitant » inférieur de 15 % à la moyenne** de la strate démographique auxquelles elles appartiennent.

B. La répartition de cette majoration entre les communes

L'article L. 2334-14-1 du CGCT prévoit que : « *V.-La majoration de la dotation nationale de péréquation est répartie entre les communes éligibles comptant moins de 200 000 habitants en proportion de leur population et de l'écart relatif entre le potentiel fiscal moyen par habitant, calculé à partir des seuls produits mentionnés au 2° du I de l'article L. 2334-4, de l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique et le potentiel fiscal par habitant de la commune, calculé à partir des seuls produits mentionnés au 2° du I de l'article L. 2334-4.*

Seules sont éligibles les communes dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur de 15 % au potentiel fiscal par habitant du même groupe démographique. »

Pour rappel, la part majoration s'élève à **172 468 427 € en 2017**.

1. Absence de garantie d'inéligibilité au titre de la part majoration

A la différence de la part principale, **aucune garantie n'est accordée aux communes devenant inéligibles à la part majoration d'une année sur l'autre.**

2. L'attribution des communes éligibles en 2017 à la part majoration

Le calcul de la dotation des communes éligibles s'effectue en appliquant la formule suivante :

$$\text{Majoration DNP} = \left(\frac{\overline{\text{PFTP}} - \text{PFTP}}{\overline{\text{PFTP}}} \right) \times \text{Pop} \times \text{VP3}$$

Avec :

$\overline{\text{PFTP}}$	Produits post-TP moyens par habitant du groupe démographique auquel appartient la commune (figurant sur les fiches DGF 2017 et en annexe)
PFTP	Produits post-TP par habitant de la commune (figurant sur les fiches DGF 2017)
Pop	Population DGF 2017 de la commune
VP3	Valeur de point, soit 17,24934332 €

A l'issue de ce calcul, les communes éligibles à la part majoration, dont l'attribution 2017 est inférieure de plus de 10 % à celle de 2016, bénéficient d'une garantie égale à 90 % du montant perçu en 2016 au titre de la part majoration. Cette garantie est prélevée sur la masse à répartir.

De façon symétrique, les communes éligibles à la part majoration, dont l'attribution 2017 est supérieure de plus de 20% à celle de 2016, perçoivent une attribution égale à 120 % du montant perçu en 2016 au titre de la part majoration. Le produit de ces écrêtements est réinjecté dans la masse à répartir.

• L'attribution des communes nouvelles

Comme pour la part principale, les communes nouvelles citées précédemment bénéficient en 2017 d'un montant minimum garanti basé sur **les montants perçus l'année précédant la création au titre de la part majoration : les montants perçus en 2014 pour les communes nouvelles créées au 1^{er} janvier 2015, les montants perçus en 2015 pour les communes nouvelles créées au 1^{er} janvier 2016 ou les montants perçus en 2016 pour les communes nouvelles créées au 1^{er} janvier 2017.**

Elles perçoivent donc au titre de la part majoration **un montant au moins égal aux montants de la part majoration perçus (garanties comprises) en 2014, 2015 ou 2016 selon leur année de création.**

Ce « montant de référence » correspond à la somme des montants perçus par les communes qui forment la commune nouvelle (part majoration finale avec les garanties de sortie).

Si le montant alors attribué à la commune nouvelle est positif, la commune est considérée comme étant « éligible » en 2017 à la part majoration, même si elle ne remplit pas les conditions mentionnées au A de la présente section : son attribution sera alors au moins égale à celle perçue l'année précédant la création.

3. Aucun versement inférieur ou égal à 300 €

Comme pour la part principale, et ce conformément au VII de l'article L. 2334-14-1 du CGCT, aucune attribution de la part majoration inférieure ou égale à 300 € n'est versée.

IV - Modalités de notification et de versement des dotations

Les montants de la DNP sont accessibles sur le site internet de la DGCL (http://www.dotations-dgcl.interieur.gouv.fr/consultation/dotations_en_ligne.php). **Toutefois, seule la notification par vos soins fait foi.**

A. Les fiches de notification

Vous trouverez les fiches de notification sur COLBERT-départemental pour les communes bénéficiaires, c'est-à-dire éligibles à la DNP au titre des codes 1, 2, 3, 6 (cf. annexe 1), ou pour les communes sortantes à la part principale et bénéficiant de la garantie de sortie (code 4 ou 8 pour les communes nouvelles).

B. Les modalités de versement des attributions

Vous notifierez, dès réception de la présente note, les dotations aux communes pour l'établissement de leur budget.

J'attire également votre attention sur les conséquences de la circulaire interministérielle du 21 novembre 2006 relative aux versements des dotations de l'Etat, qui prévoit que les collectivités doivent désormais être informées de la date à laquelle s'effectuera le versement de la dotation sur leur compte au Trésor Public, dans la lettre leur notifiant leur attribution.

La DNP est en effet concernée par les dispositions relatives aux dotations non mensualisées, pour lesquelles il vous appartient de fixer la date de versement, en accord avec les services du Trésor.

C. Les modalités de notification des attributions

Vos arrêtés de versement à l'issue de la répartition de la dotation nationale de péréquation viseront le compte n° 465-1200000, code CDR COL0909000 « DGF – dotation nationale de péréquation (communes) - année 2017 » en précisant la mention « interfacée », ouvert dans les écritures du directeur départemental (ou régional) des finances publiques.

A partir de 2017, vos arrêtés de versement ou de reversement à l'occasion d'une rectification éventuelle de la dotation nationale de péréquation viseront le même compte que le versement initial : compte n° 465-1200000, code CDR COL0909000 « DGF – dotation nationale de péréquation (communes) - année 2017 » en précisant la mention « interfacée ».

Je vous rappelle que pour permettre l'application des dispositions des articles R. 421-5 du code de justice administrative, doivent être expressément mentionnés, lors de la notification de chaque dotation aux collectivités bénéficiaires, les voies et délais de recours contre une telle décision. Vous veillerez donc à l'indiquer dans la lettre circulaire par laquelle vous notifiez aux communes le montant de leurs attributions.

Je vous invite, par ailleurs, afin de prévenir tout contentieux, à indiquer également que, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux peut être exercé auprès de vos services. Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux, qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de votre réponse. Je vous rappelle à cet égard, qu'en application de l'article R. 421-2 du code précité « le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet ».

Toute difficulté dans l'application de la présente note d'information devra être signalée à votre correspondant au sein du bureau des concours financiers de l'Etat :

Direction générale des collectivités locales
Sous-direction des finances locales et de l'action économique
Bureau des concours financiers de l'Etat

Mme Sandra LAZZARINI

Tél. : 01 49 27 39 65

sandra.lazzarini@interieur.gouv.fr

Je vous remercie de votre collaboration.

Pour le ministre et par délégation
le directeur général
des collectivités locales

Bruno DELSOL

Annexe 1

Fiche technique relative aux codes DNP

Code 1 : Communes éligibles de plein droit.

- elles sont éligibles selon les conditions de droit commun ;
- elles ont un potentiel financier par habitant inférieur au potentiel financier moyen par habitant, majoré de 5% de l'ensemble des communes appartenant à la même strate démographique ;
- elles ont un effort fiscal supérieur à la moyenne de la strate démographique correspondante ;
- elles bénéficient d'une attribution intégrale à 100 %.

Code 2 : Effort fiscal assoupli.

- elles ont un potentiel financier par habitant inférieur au potentiel financier moyen par habitant, majoré de 5% de l'ensemble des communes appartenant à la même strate démographique ;
- elles sont éligibles en raison de leur effort fiscal, compris entre 85 % et 100 % de l'effort fiscal de référence ;
- elles bénéficient d'une attribution minorée, c'est-à-dire que l'attribution 2017 est réduite de moitié (tout en restant au moins égal à 90 % du montant 2016).

Code 3 : Communes possédant un taux de cotisation foncière des entreprises plafonné.

- elles ont un potentiel financier par habitant inférieur au potentiel financier moyen par habitant, majoré de 5% de l'ensemble des communes appartenant à la même strate démographique ;
- elles sont éligibles en raison de leur taux de cotisation foncière des entreprises ;
- elles bénéficient d'une attribution de droit commun.

Code 4 : Communes éligibles en 2016 et non éligibles en 2017, bénéficiant de la garantie de sortie.

- il s'agit des communes qui, éligibles en 2016, ne le sont plus en 2017.

Code 6 : Communes de plus de 10 000 habitants éligibles selon les conditions de droit commun.

- il s'agit des communes dont le potentiel financier par habitant est inférieur ou égal à 85 % de la moyenne de la strate et dont l'effort fiscal est supérieur à 85 % de la moyenne de leur strate ;
- elles bénéficient d'une attribution de droit commun.

Code 8 : Communes nouvelles éligibles à la part principale en 2016 et devenant inéligibles en 2017.

Annexe 2

Calcul des potentiels fiscal et financier 2017

I/ Rappel des évolutions apportées par les lois de finances au calcul du potentiel financier

La loi de finances pour 2010 prévoit dans son dispositif la suppression de la taxe professionnelle. Cette suppression n'est pas sans conséquences pour les dotations de l'Etat versées aux collectivités territoriales, dans la mesure où la taxe professionnelle était prise en compte dans le calcul du potentiel fiscal des collectivités afin de déterminer l'éligibilité à une dotation et le montant versé.

La loi de finances pour 2012 intègre la suppression de la taxe professionnelle et son remplacement par un nouveau panier de ressources fiscales dans le calcul du potentiel financier des communes. Ainsi, à partir de 2012, les modalités de calcul des potentiels fiscal et financier sont sensiblement différentes de celles appliquées les années antérieures. Néanmoins, la logique du calcul des potentiels fiscal et financier reste la même, à savoir prendre en compte, pour une commune donnée, l'ensemble de la richesse perçue sur son territoire, en particulier celle tirée de son appartenance à un EPCI.

La loi de finances pour 2013 supprime la prise en compte des transferts de produits fiscaux pris en application de la loi n°80-10 du 10 janvier 1980 dans les potentiels fiscal et financier des communes.

La loi de finances pour 2015 prévoit que la contribution au redressement des finances publiques est prise en compte dans le calcul du potentiel financier des communes : le potentiel financier est désormais minoré de la contribution au redressement des finances publiques mentionnée à l'article L.2334-7-3 du CGCT au titre de l'année précédente.

Enfin, afin de prendre en compte les nouvelles modalités de calcul de la dotation forfaitaire depuis l'exercice 2015, la loi de finances pour 2016 précise que la part compensation prise en compte à la fois dans le calcul du potentiel fiscal et du potentiel financier est indexée sur le taux d'évolution de la dotation forfaitaire de la commune l'année précédant la répartition. Par ailleurs, elle précise que les prélèvements sur fiscalité venant minorer le potentiel financier sont désormais ceux mentionnés à la seconde phrase du troisième alinéa du III de l'article L. 2334-7 sub l'année précédente.

Pour les communes membres de la Métropole du Grand Paris (MGP), l'article 139 de la loi de finances pour 2017 et l'article L. 5219-8 du CGCT prévoient que : « Par dérogation, pour l'application de l'article L. 2334-4 du CGCT, les établissements publics territoriaux définis à l'article L. 5219-2 du CGCT constituent les groupements des communes membres de la Métropole du Grand Paris. Les établissements publics territoriaux sont considérés comme des groupements à fiscalité propre faisant application du régime fiscal défini aux articles 1609 nonies C ou 1609 quinquies C du code général des impôts. Pour l'application de la différence mentionnée au 2 du II de l'article L. 2334-4 du présent code, les bases intercommunales retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions intercommunales de la Métropole du Grand Paris et des établissements publics territoriaux. Les produits retenus sont les produits bruts de la dernière année dont les résultats sont connus et perçus par la Métropole du Grand Paris et les établissements publics territoriaux. Un décret en

Conseil d'Etat fixe les modalités de territorialisation des ressources». Ainsi, dans le cadre du calcul du potentiel financier des communes de la MGP, les établissements publics territoriaux (EPT) sont considérés comme des EPCI à FPU : leur potentiel financier est calculé selon les dispositions prévues pour les communes membres d'un EPCI à FPU.

II/ Détail du calcul du potentiel financier 2017

L'article L 2334-4 du CGCT prévoit donc que le potentiel fiscal d'une commune est déterminé par application aux bases communales des quatre taxes directes locales du taux moyen national d'imposition de chacune de ces taxes. Pour la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB), la taxe d'habitation (TH) et la cotisation foncière des entreprises (CFE), les bases retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions communales. Les taux moyens nationaux sont ceux constatés lors de la dernière année dont les résultats sont connus.

Le potentiel fiscal est également majoré des produits de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER), de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM), des produits de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB), des montants perçus au titre de la redevance des mines, des montants perçus des prélèvements communaux opérés sur les produits des jeux des casinos, des montants perçus au titre de la surtaxe eaux minérales, de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), du reversement dont bénéficie la commune au titre du Fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR), ou du prélèvement subi par la commune au titre du même fonds. Dans le dernier cas, le montant vient minorer le potentiel fiscal de la commune.

Le périmètre intercommunal et le régime fiscal de l'EPCI pris en compte pour le calcul du potentiel fiscal 2017 sont ceux connus au 1^{er} janvier 2016.

En effet, les données utilisées pour le calcul du potentiel fiscal et financier des communes sont principalement des données relatives à l'année **2016** (les bases, les produits ou les taux retenus pour le calcul de ces indicateurs sont issus du REI 2016, c'est-à-dire les données fiscales de l'année 2016, et sont transmises par la DGFIP).

Pour toutes les communes membres d'un EPCI à fiscalité propre, le potentiel fiscal est majoré de la dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle perçue par l'EPCI, du reversement dont bénéficie l'EPCI au titre du Fonds national de garantie individuelle de ressources ou du prélèvement subi par l'EPCI au titre du même fonds. Dans le dernier cas, le montant vient minorer le produit des compensations perçues par l'EPCI. La somme de ces montants est ventilée à la commune en fonction de la part de sa population DGF 2017 dans la population DGF 2017 de l'EPCI (sur son périmètre communal au 1^{er} janvier 2016).

Pour les communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle, les produits perçus par le groupement ne sont pas ventilés. Les produits intercommunaux correspondent aux produits perçus par l'EPCI sur le territoire de la commune et sont directement imputés dans le potentiel fiscal de la commune. Pour les communes membres d'un groupement faisant application de l'article 1609 *quinquies* C du CGI, ce mode de calcul s'applique uniquement aux produits perçus par l'EPCI en dehors de la zone d'activité économique et/ou de la zone éolienne.

Pour les communes appartenant à un groupement faisant application de l'article 1609 *nonies* C ou de l'article 1609 *quinquies* C du CGI, le potentiel fiscal est majoré de l'attribution de compensation perçue par la commune. Si cette attribution est négative, celle-ci vient alors minorer le potentiel fiscal de la commune.

Pour ces mêmes communes, le potentiel fiscal est majoré des produits perçus par l'EPCI, ventilés en fonction de la part de sa population DGF 2017 dans la population DGF 2017 de l'EPCI (sur son périmètre communal au 1^{er} janvier 2016). Pour les communes membres d'un groupement faisant application de l'article 1609 *quinquies* C du CGI, ces produits correspondent uniquement aux produits perçus par l'EPCI sur la zone d'activité économique et/ou la zone éolienne. Pour les communes appartenant à un groupement faisant application de l'article 1609 *nonies* C du CGI, ces produits comprennent, en plus des produits mentionnés aux troisième et quatrième paragraphes, les bases brutes de taxe d'habitation sur le territoire de l'EPCI valorisées du taux moyen national à la taxe d'habitation spécifique pour les EPCI à fiscalité professionnelle unique. Concernant la taxe d'habitation, les communes appartenant à un groupement faisant application de l'article 1609 *nonies* C du CGI se voient appliquer un taux moyen national spécifique afin de tenir compte de la redescende de la part départementale de taxe d'habitation à l'EPCI.

Le potentiel fiscal de la commune est par ailleurs majoré du montant de la part de la dotation forfaitaire définie au 3^o du I de l'article L. 2334-7 du CGCT, **indexé, à compter de 2014, sur le taux d'évolution de la dotation forfaitaire de la commune l'année précédant la répartition** hors le montant correspondant à la compensation prévue au 2^o bis du II de l'article 1648 B du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 (n^o 2003-1311 du 30 décembre 2003).

Le potentiel financier 2017 de la commune correspond à son potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire (hors montants 2014 des compensation « part salaires » et compensation des baisses de DCTP, indexés sur le taux d'évolution 2015/2014 de la dotation forfaitaire de la commune et sur le taux d'évolution 2016/2015 de la dotation forfaitaire de la commune) perçue l'année précédente, et minorée des éventuels prélèvements fiscaux subis par la commune suite au calcul de la dotation forfaitaire 2016, ainsi que minorée du montant de la contribution au redressement des finances publiques tel que calculé l'année précédente.

Pour toutes les communes :

Potentiel fiscal par habitant 2017 = potentiel fiscal 2017 / population DGF 2017

Potentiel financier par habitant 2017 = potentiel financier 2017 / population DGF 2017

L'ensemble des données nécessaires au calcul du potentiel fiscal et au calcul du potentiel financier figurent sur les fiches DGF 2017 .

1 - Potentiels fiscal et financier 2017 des communes isolées :

Nature de l'Imposition / compensation / produit	Taux moyens nationaux	Sous-totaux
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés bâties	X <input style="width: 100px;" type="text" value="0,208327"/>	= <input style="width: 100px;" type="text"/> (a)
		+
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés non bâties	X <input style="width: 100px;" type="text" value="0,492138"/>	= <input style="width: 100px;" type="text"/> (b)
		+
Bases brutes de taxe d'habitation	X <input style="width: 100px;" type="text" value="0,243509"/>	= <input style="width: 100px;" type="text"/> (c)
		+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB)		= <input style="width: 100px;" type="text"/> (d)
		=
Potentiel fiscal 3 taxes (à partir des impôts dits "ménages") : (a) + (b) + (c) + (d)		= <input style="width: 100px;" type="text"/> (e)

Bases brutes de cotisation foncière des entreprises (CFE)	X <input style="width: 100px;" type="text" value="0,261335"/>	= <input style="width: 100px;" type="text"/> (f)
		+
Montant de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)		= <input style="width: 100px;" type="text"/> (g)
		+
Montant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)		= <input style="width: 100px;" type="text"/> (h)
		+
Montant de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)		= <input style="width: 100px;" type="text"/> (i)
		+
Montant de redevance des mines (CA 2015)		= <input style="width: 100px;" type="text"/> (j)
		+
Montant des prélèvements communaux sur le produit des jeux		= <input style="width: 100px;" type="text"/> (k)
		+
Montant de redevance de la surtaxe sur les eaux minérales		= <input style="width: 100px;" type="text"/> (l)
		+
Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)		= <input style="width: 100px;" type="text"/> (m)
		+
Montant perçu au titre du FNGIR		= <input style="width: 100px;" type="text"/> (n)
		-
Montant prélevé au titre du FNGIR		= <input style="width: 100px;" type="text"/> (o)
		+
Part CPS 2014 perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L.2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 de la forfaitaire (hors la compensation du 2° bis du II de l'article 1648 B du CGI)		= <input style="width: 100px;" type="text"/> (p)
Potentiel fiscal 4 taxes = Total des lignes (e) + (f) + (g) + (h) + (i) + (j) + (k) + (l) + (m) + (n) - (o) + (p)		= <input style="width: 100px;" type="text"/> (q)

Dotation forfaitaire notifiée 2016	=	<input type="text"/>	(r)
		-	
Prélèvements sur la fiscalité contribution au redressement des finances publiques 2016	=	<input type="text"/>	(s)
		-	
Part CPS 2014 perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L.2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 de la forfaitaire	=	<input type="text"/>	(t)
		-	
Part DCTP 2014 (compensation du 2° bis du II de l'article 1648 B du CGI), perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L.2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 de la forfaitaire	=	<input type="text"/>	(u)
		-	
Prélèvements sur fiscalité 2016 au titre du III de l'article L 2334-7 du CGCT	=	<input type="text"/>	(v)
		-	
Dotation de consolidation 2016 pour les communes nouvelles	=	<input type="text"/>	(w)
		+	
Pour la commune de Paris seulement : reliquat de la contribution 2016 au redressement des finances publiques du département de Paris	=	<input type="text"/>	(x)
		-	
Pour la commune de Paris seulement : Participation obligatoire aux dépenses d'aide sociale et de santé du département de Paris	=	<input type="text"/>	(y)
		=	
Potentiel financier = (q) + (r) - (s) - (t) - (u) - (v) - (w) + (x) - (y)	=	<input type="text"/>	(z)

2 - Potentiels fiscal et financier 2017 des communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle (FA) :

Nature de l'imposition / compensation / produit		Taux moyens nationaux		Sous-totaux
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés bâties	X	0,208327	=	(a)
				+
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés non bâties	X	0,492138	=	(b)
				+
Bases brutes de taxe d'habitation	X	0,243509	=	(c)
				+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par la commune			=	(d)
				+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI sur le territoire de la commune			=	(e)
				=
Potentiel fiscal 3 taxes (à partir des impôts dits "ménages") : (a) + (b) + (c) + (d) + (e)				(f)

Bases brutes de cotisation foncière des entreprises (CFE)	X	0,261335	=	(g)
				+
Montant de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) perçu par la commune			=	(h)
				+
Montant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) perçu par la commune			=	(i)
				+
Montant de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) perçu par la commune			=	(j)
				+
Montant de redevance des mines (CA 2015)			=	(k)
				+
Montant des prélèvements communaux sur le produit des jeux			=	(l)
				+
Montant de redevance de la surtaxe sur les eaux minérales			=	(m)
				+
Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)			=	(n)
				+
Montant perçu au titre du FNGIR			=	(o)
				-
Montant prélevé au titre du FNGIR			=	(p)
				+
Part CPS 2014 perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L.2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 de la forfaitaire (hors la compensation du 2° bis du II de l'article 1648 B du CGI)			=	(q)
				+
Montant de CVAE perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune			=	(r)
				+
Montant des IFER perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune			=	(s)
				+
Montant de TASCOM perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune			=	(t)

Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) de l'EPCI	=	<input type="text"/>	(u)
		+	
Montant perçu par l'EPCI au titre du FNGIR	=	<input type="text"/>	(v)
		-	
Montant prélevé à l'EPCI au titre du FNGIR	=	<input type="text"/>	(w)
		+	
Montant de la taxe sur les jeux EPCI	=	<input type="text"/>	(x)
		+	
Produits EPCI pris en compte = (u) + (v) - (w) + (x)	=	<input type="text"/>	(y)
		x	
Population DGF 2017 de la commune	=	<input type="text"/>	(z)
		/	
Somme des populations DGF 2017 des communes membres de l'EPCI au 1er janvier 2016	=	<input type="text"/>	(aa)
		=	
Produits ventilés de l'EPCI au prorata de la population = (y) x [(z) / (aa)]	=	<input type="text"/>	(ab)

Potentiel fiscal 4 taxes =	=	<input type="text"/>	(ac)
Total des lignes (f) + (g) + (h) + (i) + (j) + (k) + (l) + (m) + (n) + (o) - (p) + (q) + (r) + (s) + (t) + (ab)			

Dotation forfaitaire notifiée 2016	=	<input type="text"/>	(ad)
		-	
Prélèvements sur la fiscalité contribution au redressement des finances publiques 2016	=	<input type="text"/>	(ae)
		-	
Part CPS 2014 perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L.2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 de la forfaitaire	=	<input type="text"/>	(af)
		-	
Part DCTP 2014 (compensation du 2° bis du II de l'article 1648 B du CGI), perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L.2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 de la forfaitaire	=	<input type="text"/>	(ag)
		-	
Prélèvements sur fiscalité 2016 au titre du III de l'article L 2334-7 du CGCT	=	<input type="text"/>	(ah)
		-	
Dotation de consolidation 2016 pour les communes nouvelles	=	<input type="text"/>	(ai)
		+	
Pour la commune de Paris seulement : reliquat de la contribution 2016 au redressement des finances publiques du département de Paris	=	<input type="text"/>	(aj)
		-	
Pour la commune de Paris seulement : Participation obligatoire aux dépenses d'aide sociale et de santé du département de Paris	=	<input type="text"/>	(ak)
		=	
Potentiel financier = (ac) + (ad) - (ae) - (af) - (ag) - (ah) - (ai) + (aj) - (ak)	=	<input type="text"/>	(al)

3 - Potentiels fiscal et financier 2017 des communes membres d'un EPCI à fiscalité professionnelle de zone (FPZ) :

Nature de l'imposition / compensation / produit	Taux moyens nationaux	Sous-totaux
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés bâties	X <input type="text" value="0,208327"/>	= <input type="text"/> (a)
		+
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés non bâties	X <input type="text" value="0,492138"/>	= <input type="text"/> (b)
		+
Bases brutes de taxe d'habitation	X <input type="text" value="0,243509"/>	= <input type="text"/> (c)
		+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par la commune		= <input type="text"/> (d)
		+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI sur le territoire de la commune		= <input type="text"/> (e)
		=
Potentiel fiscal 3 taxes (à partir des impôts dits "ménages") : (a) + (b) + (c) + (d) + (e)		= <input type="text"/> (f)

Bases brutes de cotisation foncière des entreprises (CFE) hors ZAE	X <input type="text" value="0,261335"/>	= <input type="text"/> (g)
		+
Montant de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) perçu par la commune		= <input type="text"/> (h)
		+
Montant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) perçu par la commune (hors et sur ZAE)		= <input type="text"/> (i)
		+
Montant de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) perçu par la commune		= <input type="text"/> (j)
		+
Montant de redevance des mines (CA 2015)		= <input type="text"/> (k)
		+
Montant des prélèvements communaux sur le produit des jeux		= <input type="text"/> (l)
		+
Montant de redevance de la surtaxe sur les eaux minérales		= <input type="text"/> (m)
		+
Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)		= <input type="text"/> (n)
		+
Montant perçu au titre du FNGIR		= <input type="text"/> (o)
		-
Montant prélevé au titre du FNGIR		= <input type="text"/> (p)
		+
Part CPS 2014 perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L.2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 de la forfaitaire (hors la compensation du 2° bis du II de l'article 1648 B du CGI)		= <input type="text"/> (q)
		+
Attribution de compensation (y compris pour nuisances environnementales) perçue par la commune		= <input type="text"/> (r)
		+
Montant de CVAE perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune hors ZAE		= <input type="text"/> (s)
		+
Montant des IFER perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune hors ZAE		= <input type="text"/> (t)

Montant de TASCOM perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune hors ZAE = (u)

Sommes des bases brutes de CFE sur ZAE ou zone éolienne des communes membres de l'EPCI au 1er janvier 2016 X = (v)

Montant de CVAE perçu par l'EPCI sur ZAE (w)

Montant des IFER perçu par l'EPCI sur ZAE ou zone éolienne (x)

Montant de TASCOM perçu par l'EPCI sur ZAE (y)

Dotation de compensation correspondant à l'ancienne part salaires de la taxe professionnelle perçue par l'EPCI en 2016 (minorée des prélèvements sur fiscalité TASCOM 2016) (z)

Somme des attributions de compensation (y compris pour nuisances environnementales) perçues ou versées par l'EPCI à ses communes membres (aa)

Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) de l'EPCI = (ab)

Montant perçu par l'EPCI au titre du FNGIR = (ac)

Montant prélevé à l'EPCI au titre du FNGIR = (ad)

Montant de la taxe sur les jeux EPCI = (ae)

Produits EPCI pris en compte = (v) + (w) + (x) + (y) + (z) - (aa) + (ab) + (ac) - (ad) + (ae) (af)

Population DGF 2017 de la commune = (ag)

Somme des populations DGF 2017 des communes membres de l'EPCI au 1er janvier 2016 = (ah)

Produits ventilés de l'EPCI au prorata de la population = (af) x [(ag) / (ah)] (ai)

Potentiel fiscal 4 taxes = Total des lignes
(f) + (g) + (h) + (i) + (j) + (k) + (l) + (m) + (n) + (o) - (p) + (q) + (r) + (s) + (t) + (u) + (ai) = (aj)

Dotation forfaitaire notifiée 2016 = (ak)

Prélèvements sur la fiscalité contribution au redressement des finances publiques 2016 = (al)

Part CPS 2014 perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L.2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution = (am)

individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 de la forfaitaire

Part DCTP 2014 (compensation du 2° bis du II de l'article 1648 B du CGI), perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L.2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 de la forfaitaire

= (an)

Prélèvements sur fiscalité 2016 au titre du III de l'article L 2334-7 du CGCT

= (ao)

Dotation de consolidation 2016 pour les communes nouvelles

= (ap)

Pour la commune de Paris seulement : reliquat de la contribution 2016 au redressement des finances publiques du département de Paris

= (aq)

Pour la commune de Paris seulement : Participation obligatoire aux dépenses d'aide sociale et de santé du département de Paris

= (ar)

Potentiel financier = (aj) + (ak) - (al) - (am) - (an) - (ao) - (ap) + (aq) - (ar)

= (as)

4 - Potentiels fiscal et financier 2017 des communes membres d'un EPCI à fiscalité professionnelle unique (FPU) :

Nature de l'imposition / compensation / produit	Taux moyens nationaux	Sous-totaux
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés bâties	X <input type="text" value="0,208327"/>	= <input type="text"/> (a)
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés non bâties	X <input type="text" value="0,492138"/>	= <input type="text"/> (b)
Bases brutes de taxe d'habitation	X <input type="text" value="0,169181"/>	= <input type="text"/> (c)
<i>(taux moyen des communes FPU)</i>		
Somme des bases brutes de taxe d'habitation des communes membres de l'EPCI au 1er janvier 2016	X <input type="text" value="0,092367"/>	= <input type="text"/> (d)
<i>(taux moyen des EPCI FPU)</i>		
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI		= <input type="text"/> (e)
Produits EPCI pris en compte : total des lignes (d) + (e)		= <input type="text"/> (f)
Population DGF 2017 de la commune		= <input type="text"/> (g)
Somme des populations DGF 2017 des communes membres de l'EPCI au 1er janvier 2016		= <input type="text"/> (h)
Produits ventilés de l'EPCI au prorata de la population = (f) x [(g) / (h)]		= <input type="text"/> (i)
Potentiel fiscal 3 taxes (à partir des impôts dits "ménages") : (a) + (b) + (c) + (i)		= <input type="text"/> (j)
Montant de redevance des mines (CA 2015)		= <input type="text"/> (k)
Montant des prélèvements communaux sur le produit des jeux		= <input type="text"/> (l)
Montant de redevance de la surtaxe sur les eaux minérales		= <input type="text"/> (m)
Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)		= <input type="text"/> (n)
Montant perçu au titre du FNGIR		= <input type="text"/> (o)
Montant prélevé au titre du FNGIR		= <input type="text"/> (p)
Attribution de compensation perçue par la commune		= <input type="text"/> (q)
Sommes des bases brutes de CFE des communes membres de l'EPCI au 1er janvier 2016	X <input type="text" value="0,261335"/>	= <input type="text"/> (r)
+ <input type="text"/>		

Montant de CVAE perçu par l'EPCI		<input type="text"/>	(s)
		+	
Montant des IFER perçu par l'EPCI		<input type="text"/>	(t)
		+	
Montant de TASCOT perçu par l'EPCI		<input type="text"/>	(u)
		+	
Dotation de compensation correspondant à l'ancienne part salaires de la taxe professionnelle perçue par l'EPCI en 2016 (minorée des prélèvements sur fiscalité TASCOT 2016)		<input type="text"/>	(v)
		-	
Somme des attributions de compensation perçues ou versées par l'EPCI à ses communes membres		<input type="text"/>	(w)
		+	
Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) de l'EPCI	=	<input type="text"/>	(x)
		+	
Montant perçu par l'EPCI au titre du FNGIR	=	<input type="text"/>	(y)
		-	
Montant prélevé à l'EPCI au titre du FNGIR	=	<input type="text"/>	(z)
		+	
Taxe sur les jeux EPCI	=	<input type="text"/>	(aa)
		=	
Produits EPCI pris en compte = (r) + (s) + (t) + (u) + (v) - (w) + (x) + (y) - (z) + (aa)	=	<input type="text"/>	(ab)
		x	
Population DGF 2017 de la commune	=	<input type="text"/>	(ac)
		/	
Somme des populations DGF 2017 des communes membres de l'EPCI au 1er janvier 2016	=	<input type="text"/>	(ad)
		=	
Produits ventilés de l'EPCI au prorata de la population = (ab) x [(ac) / (ad)]		<input type="text"/>	(ae)

Potentiel fiscal 4 taxes = Total des lignes (j) + (k) + (l) + (m) + (n) + (o) - (p) + (q) + (ae)	=	<input type="text"/>	(af)
---	---	----------------------	------

Dotation forfaitaire notifiée 2016	=	<input type="text"/>	(ag)
		-	
Prélèvements sur la fiscalité contribution au redressement des finances publiques 2016	=	<input type="text"/>	(ah)
		-	
Part CPS 2014 perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L.2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 de la forfaitaire	=	<input type="text"/>	(ai)
		-	
Part DCTP 2014 (compensation du 2° bis du II de l'article 1648 B du CGI), perçue au titre de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L.2334-7 du CGCT, indexée sur le taux d'évolution individuel 2015/2014 et indexée sur le taux d'évolution individuel 2016/2015 de la forfaitaire	=	<input type="text"/>	(aj)
		-	
Prélèvements sur fiscalité 2016 au titre du III de l'article L.2334-7 du CGCT	=	<input type="text"/>	(ak)
		-	
Dotation de consolidation 2016 pour les communes nouvelles	=	<input type="text"/>	(al)

Pour la commune de Paris seulement : reliquat de la contribution 2016 au redressement des finances publiques du département de Paris

$\overline{\quad}$
+
= (am)

Pour la commune de Paris seulement : Participation obligatoire aux dépenses d'aide sociale et de santé du département de Paris

-
= (an)

Potentiel financier = (af) + (ag) - (ah) - (ai) - (aj) - (ak) - (al) + (am) - (an)

=
= (ao)

Annexe 3

Calcul de l'effort fiscal 2017

L'effort fiscal d'une commune, défini à l'article L.2334-5, est égal au rapport entre le produit de la taxe d'habitation, des deux taxes foncières, de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères, et un potentiel fiscal dit « trois taxes » **correspondant depuis 2013 à la « la somme du produit déterminé par l'application aux bases communales de taxe d'habitation, de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe foncière sur les propriétés non bâties du taux moyen national d'imposition de chacune de ces taxes ainsi que du produit de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçu par la commune et les établissements publics de coopération intercommunale sur le territoire de cette dernière ».**

Les produits de cotisation foncière sur les entreprises, de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux, de la taxe sur les surfaces commerciales, de la surtaxe eaux minérales, de la redevance des mines, de la taxe sur le produit des jeux, des attributions de compensation, ainsi que de la dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle et de la garantie individuelle de ressources, ne sont pas pris en compte dans l'effort fiscal.

L'article L.2334-5 du code général des collectivités territoriales prévoit un mécanisme d'écêtement du produit fiscal pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal lorsque l'augmentation du taux moyen pondéré des trois taxes directes locales de la commune est supérieure à celle constatée pour les communes de même importance démographique. Le produit fiscal est alors calculé sur la base de cette augmentation moyenne. De manière symétrique est prévu un mécanisme destiné à ne pas pénaliser les communes qui baisseraient leur taux d'une année sur l'autre. Le taux pris en compte pour le calcul de la DGF est alors, non pas le dernier taux connu, mais celui de l'exercice précédent.

Pour les communes membres d'un groupement de communes à fiscalité propre, l'effort fiscal est calculé en ajoutant au produit et au taux de chacune de leurs propres taxes communales ceux correspondant au groupement de communes.

Les données utilisées pour le calcul de l'effort fiscal des communes sont principalement des données relatives à l'année **2016** (les bases, les produits ou les taux retenus pour le calcul de cet indicateur sont issus du REI 2016, c'est-à-dire les données fiscales de l'année 2016, et sont transmises par la DGFIP).

1 – Calcul du potentiel fiscal 3 taxes utilisé pour l'effort fiscal :

A la différence du calcul du potentiel fiscal, les modalités de calcul pour les communes appartenant à un EPCI à fiscalité professionnelle unique sont les mêmes que pour les communes isolées ou les communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle.

Nature de l'Imposition / compensation / produit	Taux moyens nationaux	Sous-total
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés bâties	X <input type="text" value="0,208327"/>	= <input type="text"/> (a)
		+
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés non bâties	X <input type="text" value="0,492138"/>	= <input type="text"/> (b)
		+
Bases brutes de taxe d'habitation	X <input type="text" value="0,243509"/>	= <input type="text"/> (c)
		+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par la commune		= <input type="text"/> (d)
		+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI sur le territoire de la commune		= <input type="text"/> (e)
		=
Potentiel fiscal 3 taxes « effort fiscal » : (a) + (b) + (c) + (d) + (e)		= <input type="text"/> (f)

2 – Calcul de l'effort fiscal des communes

Produit de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères majoré du produit des exonérations.

/

Potentiel fiscal trois taxes « effort fiscal »

=

Effort fiscal de la commune

3 – Modalités de l'écrêtement

La loi a institué un mécanisme d'écrêtement du produit fiscal pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal lorsque l'augmentation du taux moyen pondéré de la commune est supérieure à celle constatée pour les communes de même importance démographique.

Strates	Population DGF	Taux moyen pondéré 2016	Taux moyen pondéré 2017
1	0 à 499 habitants	0,210101	0,210134
2	500 à 999 habitants	0,211069	0,211204
3	1 000 à 1 999 habitants	0,21294	0,213150
4	2 000 à 3 499 habitants	0,219781	0,220267
5	3 500 à 4 999 habitants	0,226853	0,227562
6	5 000 à 7 499 habitants	0,237199	0,238320
7	7 500 à 9 999 habitants	0,244065	0,245410
8	10 000 à 14 999 habitants	0,252029	0,252827
9	15 000 à 19 999 habitants	0,25122	0,253105
10	20 000 à 34 999 habitants	0,259587	0,261599
11	35 000 à 49 999 habitants	0,263446	0,265531
12	50 000 à 74 999 habitants	0,249825	0,251582
13	75 000 à 99 999 habitants	0,229586	0,227398
14	100 000 à 199 999 habitants	0,278334	0,280167
15	200 000 habitants et plus	0,190903	0,192343

soit t1 le taux moyen pondéré de la commune en 2016

soit t2 le taux moyen pondéré de la commune en 2017

soit T1 le taux moyen pondéré de l'ensemble des communes de la strate en 2016

soit T2 le taux moyen pondéré de l'ensemble des communes de la strate en 2017

Si t2 - t1 est inférieur à T2 - T1, on conserve le produit fiscal de la commune

Si t2 - t1 est supérieur à T2 - T1, le produit fiscal est écrêté dans les conditions suivantes :

1er cas

Si $t2 > t1$, $T2 - T1 > 0$ et $(t2 - t1) > (T2 - T1)$, le produit fiscal est écrêté dans les conditions suivantes :

Base nette d'imposition à la taxe d'habitation de 2017	<input type="text"/>	(a)
	+	
Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties en 2017	<input type="text"/>	(b)
	+	
Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties de 2017	<input type="text"/>	(c)
	=	
Sous-total (a) + (b) + (c)	<input type="text"/>	(d)
$\left\{ \begin{array}{l} t1 + (T2 - T1) \end{array} \right\}$	x	
	=	
	<input type="text"/>	
Produit fiscal écrêté	<input type="text"/>	

2ème cas

Si $t_2 > t_1$, $t_2 > T_2$ et $T_2 - T_1 < 0$, le produit fiscal est écriété dans les conditions suivantes :

Base nette d'imposition à la taxe d'habitation de 2017		<input type="text"/>	(a)
		+	
Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties en 2017		<input type="text"/>	(b)
		+	
Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties de 2017		<input type="text"/>	(c)
		=	
Sous-total	(a) + (b) + (c)	<input type="text"/>	(d)
si $t_2 + T_2 - T_1 > T_2$	alors	(d) x $t_2 + (T_2 - T_1)$	<input type="text"/>
si $t_2 + T_2 - T_1 < T_2$	alors	(d) x T_2	<input type="text"/>
		=	<input type="text"/>
			<input type="text"/>

(ou)

Produit fiscal écriété

Dans les deux cas, **il convient d'ajouter au produit fiscal écriété le produit de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères ainsi que le produit des exonérations permanentes et temporaires retenues par l'article L.2334-6 du code général des collectivités territoriales.**

L'effort fiscal de la commune a été recalculé avec le produit fiscal écriété.

4 - Diminution du taux moyen pondéré des trois taxes locales

Pour les communes dont le taux pondéré des trois taxes directes locales est en 2017 inférieur à celui de 2016, c'est ce dernier taux qui a été pris en compte pour le calcul du produit fiscal.

Annexe 4

Calcul des « produits post-TP » 2017

pour la répartition de la part majoration de la DNP

A compter de 2012, le potentiel fiscal taxe professionnelle utilisé les années antérieures dans le calcul de la part majoration, du fait de la suppression de la taxe professionnelle, est remplacé par les « produits post-TP » qui comprennent les produits mentionnés au 2° de l'article L.2334-4 du CGCT, c'est-à-dire : le produit des bases de cotisation foncière des entreprises (CFE) par le taux moyen national d'imposition à cette taxe, les produits de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) , les produits des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER), les produits de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) et les produits de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB).

Ces produits sont calculés dans les mêmes conditions que pour le potentiel fiscal. Les modalités de calcul sont donc différentes selon le régime fiscal de la commune.

Le périmètre intercommunal et le régime fiscal de l'EPCI pris en compte pour le calcul du potentiel fiscal 2017 sont ceux connus au 1^{er} janvier 2016.

En effet, les données utilisées, comme pour le calcul du potentiel fiscal et financier des communes, sont principalement des données relatives à l'année **2016** (les bases, les produits ou les taux retenus pour le calcul de ces indicateurs sont issus du REI 2016, c'est-à-dire les données fiscales de l'année 2016, et sont transmises par la DGFIP).

Comme pour le calcul du potentiel financier des communes de la MGP, les établissements publics territoriaux (EPT) sont considérés comme des EPCI à FPU : leur potentiel financier est calculé selon les dispositions prévues pour les communes membres d'un EPCI à FPU.

Pour toutes les communes :

Produits post-TP par habitant 2017 = produits post-TP 2017 / population DGF 2017

1 – « Produits post-TP » 2017 des communes isolées

Nature de l'Imposition / compensation / produit	Taux moyens nationaux	Sous-total
Bases brutes de cotisation foncière des entreprises (CFE)	X 0,261335	= (a)
		+
Montant de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)		= (b)
		+
Montant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)		= (c)
		+
Montant de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)		= (d)
		+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB)		= (e)
Produits post-TP = Total des lignes (a) + (b) + (c) + (d) + (e)		= (f)

2 – « Produits post-TP » 2017 des communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle (FA)

Nature de l'Imposition / compensation / produit	Taux moyens nationaux	Sous-total
Bases brutes de cotisation foncière des entreprises (CFE)	X 0,261335	= (a)
		+
Montant de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) perçu par la commune		= (b)
		+
Montant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) perçu par la commune		= (c)
		+
Montant de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) perçu par la commune		= (d)
		+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par la commune		= (e)
		+
Montant de CVAE perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune		= (f)
		+
Montant des IFER perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune		= (g)
		+
Montant de TASCOM perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune		= (h)
		+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI sur le territoire de la commune		= (i)
		=
Produits post-TP = Total des lignes (a) + (b) + (c) + (d) + (e) + (f) + (g) + (h) + (i)		= (j)

3 – « Produits post-TP » 2017 des communes membres d'un EPCI à fiscalité professionnelle de zone (FPZ)

Nature de l'Imposition / compensation / produit	Taux moyens nationaux	Sous-total
Bases brutes de cotisation foncière des entreprises (CFE) hors ZAE	X <input type="text" value="0,261335"/>	= <input type="text"/> (a)
		+
Montant de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) perçu par la commune		= <input type="text"/> (b)
		+
Montant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) perçu par la commune		= <input type="text"/> (c)
		+
Montant de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) perçu par la commune		= <input type="text"/> (d)
		+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par la commune		= <input type="text"/> (e)
		+
Montant de CVAE perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune hors ZAE		= <input type="text"/> (f)
		+
Montant des IFER perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune hors ZAE		= <input type="text"/> (g)
		+
Montant de TASCOM perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune hors ZAE		= <input type="text"/> (h)
		+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI sur le territoire de la commune		= <input type="text"/> (i)
Sommes des bases brutes de CFE sur ZAE ou zone éolienne des communes membres de l'EPCI au 1er janvier 2016	X <input type="text" value="0,261335"/>	= <input type="text"/> (j)
		+
Montant de CVAE perçu par l'EPCI sur ZAE		= <input type="text"/> (k)
		+
Montant des IFER perçu par l'EPCI sur ZAE ou zone éolienne		= <input type="text"/> (l)
		+
Montant de TASCOM perçu par l'EPCI sur ZAE		= <input type="text"/> (m)
		=
Produits EPCI pris en compte = (j) + (k) + (l) + (m)		= <input type="text"/> (n)
		x
Population DGF 2017 de la commune		= <input type="text"/> (o)
		/
Somme des populations DGF 2017 des communes membres de l'EPCI au 1er janvier 2016		= <input type="text"/> (p)
		=
Produits ventilés de l'EPCI au prorata de la population = (n) x [(o) / (p)]		= <input type="text"/> (q)
Produits post-TP = total des lignes (a) + (b) + (c) + (d) + (e) + (f) + (g) + (h) + (i) + (q)		= <input type="text"/> (r)

4 – « Produits post-TP » 2017 des communes membres d'un EPCI à fiscalité professionnelle unique (FPU)

Nature de l'Imposition / compensation / produit	Taux moyens nationaux	Sous-total
Sommes des bases brutes de CFE des communes membres de l'EPCI au 1er janvier 2016	X <input type="text" value="0,261335"/>	= <input type="text"/> (a)
		+
Montant de CVAE perçu par l'EPCI		<input type="text"/> (b)
		+
Montant des IFR perçu par l'EPCI		<input type="text"/> (c)
		+
Montant de TASCOT perçu par l'EPCI		<input type="text"/> (d)
		+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI		<input type="text"/> (e)
		=
Produits EPCI pris en compte = (a) + (b) + (c) + (d) + (e)		<input type="text"/> (f)
		x
Population DGF 2017 de la commune		<input type="text"/> (g)
		/
Somme des populations DGF 2017 des communes membres de l'EPCI au 1er janvier 2016		<input type="text"/> (h)
		=
Produits ventilés de l'EPCI au prorata de la population = (f) x [(g) / (h)]		<input type="text"/> (i)
Produits post-TP = (i)		<input type="text"/> (j)

Annexe 5

Potentiel fiscal, financier, PPTP et effort fiscal par strate 2017

Pour chaque strate démographique de communes, les valeurs moyennes de potentiel fiscal, financier, PPTP et d'effort fiscal retenues pour déterminer l'éligibilité des communes sont les suivantes :

Strates	Population DGF	Effort fiscal 2017 moyen	Potentiel fiscal 2017 par habitant moyen	Potentiel financier 2017 par habitant moyen	PPTP 2017 moyen
1	0 à 499 habitants	0,972336	517,25 €	623,35 €	110,54 €
2	500 à 999 habitants	1,000359	605,85 €	698,03 €	148,22 €
3	1 000 à 1 999 habitants	1,022972	663,43 €	754,97 €	151,54 €
4	2 000 à 3 499 habitants	1,061675	748,94 €	841,70 €	155,96 €
5	3 500 à 4 999 habitants	1,093783	831,57 €	926,17 €	162,34 €
6	5 000 à 7 499 habitants	1,130644	909,77 €	1 008,84 €	174,33 €
7	7 500 à 9 999 habitants	1,161393	966,32 €	1 066,03 €	194,47 €
8	10 000 à 14 999 habitants	1,194581	1 013,45 €	1 119,80 €	187,99 €
9	15 000 à 19 999 habitants	1,187143	1 070,33 €	1 189,98 €	196,46 €
10	20 000 à 34 999 habitants	1,196136	1 066,43 €	1 194,27 €	201,20 €
11	35 000 à 49 999 habitants	1,214034	1 175,81 €	1 305,02 €	215,31 €
12	50 000 à 74 999 habitants	1,167283	1 140,62 €	1 268,02 €	216,40 €
13	75 000 à 99 999 habitants	1,076458	1 288,58 €	1 418,97 €	280,54 €
14	100 000 à 199 999 habitants	1,293133	1 081,51 €	1 236,89 €	204,86 €
15	200 000 habitants et plus	0,89439	1 484,27 €	1 590,97 €	303,48 €